



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

Distr. générale
23 septembre 2019

Français
Original : anglais

**Conférence des Parties à la Convention
de Minamata sur le mercure
Troisième réunion**

Genève, 25 – 29 novembre 2019

Point 5 e) iii) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions soumises à la Conférence des Parties pour
examen ou décision : mécanisme de financement : examen
du mécanisme de financement**

Premier examen du mécanisme de financement

Note du secrétariat

1. Au paragraphe 5 de l'article 13 sur les ressources financières et le mécanisme de financement, la Convention de Minamata sur le mercure institue un mécanisme destiné à fournir en temps voulu des ressources financières adéquates et prévisibles pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention. Le paragraphe 6 du même article dispose que le mécanisme doit inclure la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et un programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique.
2. Le paragraphe 11 de l'article 13 de la Convention stipule que la Conférence des Parties doit examiner, au plus tard à sa troisième réunion et, par la suite, à intervalles réguliers :
 - a) Le niveau de financement ;
 - b) Les orientations fournies par la Conférence des Parties aux entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme ;
 - c) L'efficacité de ces entités ;
 - d) La capacité de ces entités à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition.
3. Le même paragraphe dispose également que, sur la base de cet examen, la Conférence des Parties doit prendre des mesures appropriées pour améliorer l'efficacité du mécanisme de financement.
4. À sa deuxième réunion, la Conférence des Parties a demandé au secrétariat de recueillir auprès du FEM, du Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique, des Parties et d'autres sources pertinentes les informations énumérées au paragraphe 11 de l'article 13, qui sont nécessaires pour l'examen du fonctionnement du mécanisme de financement, et de présenter une synthèse des informations reçues pour examen par la Conférence des Parties à sa troisième réunion (UNEP/MC/COP.2/19, par. 120).

* UNEP/MC/COP.3/1.

5. Après la deuxième réunion, la Secrétaire exécutive a prié le secrétariat du FEM et le Conseil d'administration du Programme international spécifique de fournir les informations requises. La Secrétaire exécutive a également communiqué la demande d'informations aux Parties et autres parties prenantes dans une lettre datée du 3 décembre 2018, invitant ces dernières à soumettre ces informations au secrétariat avant le 30 mai 2019.

6. Les informations reçues par le secrétariat figurent dans les annexes de la présente note afin que la Conférence des Parties les examine à sa troisième réunion. L'annexe I présente les informations transmises par le secrétariat du FEM conformément à l'article 13, tandis que l'annexe II contient celles communiquées par le Conseil d'administration du Programme international spécifique conformément à l'article 13. Les annexes sont reproduites sans avoir été revues par les services d'édition. Aucune information n'a été transmise par les Parties ou les parties prenantes.

I. Appui du Fonds pour l'environnement mondial à la Convention de Minamata

7. Le paragraphe 7 de l'article 13 stipule que la Caisse du FEM doit fournir en temps voulu des ressources financières nouvelles, prévisibles et adéquates pour couvrir les coûts de l'aide à la mise en œuvre de la Convention, comme convenu par la Conférence des Parties. Il stipule également qu'aux fins de la Convention, la Caisse du FEM est placée sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle elle rend compte. La Conférence des Parties doit énoncer des orientations sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières. En outre, la Conférence des Parties doit énoncer des orientations sur une liste indicative des catégories d'activités qui pourraient bénéficier du soutien de la Caisse. Par ailleurs, la Caisse du FEM doit fournir des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes.

8. Le paragraphe 8 du même article dispose que, lorsqu'elle fournit des ressources pour une activité, la Caisse du FEM doit tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l'activité proposée par rapport à ses coûts.

9. L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (Instrument du FEM) a été amendé lors de la cinquième Assemblée du FEM, qui s'est tenue à Cancún (Mexique) en mai 2014, afin de faire figurer la Convention de Minamata dans la liste des conventions dont le FEM est le mécanisme de financement.

10. Depuis la cinquième reconstitution de sa caisse (FEM-5), le FEM appuie la mise en place de programmes de gestion du mercure, à la suite de l'allocation par son Conseil, à sa quarante-quatrième réunion tenue en juin 2013, d'un montant de 10 millions de dollars aux activités habilitantes menées dans le cadre de la Convention de Minamata. Ce montant est passé à 141 millions de dollars à la sixième reconstitution de la Caisse du Fonds (FEM-6) et à 206 millions de dollars à sa septième reconstitution (FEM-7). D'après les informations disponibles en mai 2019, l'appui fourni par le FEM a permis à 111 pays de procéder à leurs évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata et à 35 pays d'établir leurs plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Sur les 111 pays qui ont reçu un financement pour leurs évaluations initiales, 17 ne sont ni signataires ni parties, 33 sont signataires mais pas parties et 61 sont Parties à la Convention de Minamata. Au total, 18 pays devront ratifier la Convention pour pouvoir prétendre à un financement de leurs évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata (GEF/A.6/05/Rev.01).

11. Dans sa décision MC-1/5, la Conférence des Parties a adopté ses orientations à l'intention du FEM sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales et les conditions d'octroi et d'utilisation des ressources financières et sur la liste indicative des catégories d'activités pouvant bénéficier de l'appui de la Caisse du FEM.

12. À sa deuxième réunion, en novembre 2018, la Conférence des Parties a adopté le mémorandum d'accord entre celle-ci et le Conseil du FEM (UNEP/MC/COP.2/19, par. 83).

13. Après la clôture de la deuxième réunion de la Conférence des Parties, le mémorandum d'accord, tel qu'adopté, a été communiqué au Conseil du FEM, qui l'a examiné et approuvé à sa cinquante-sixième réunion¹.

¹ Compte-rendu conjoint des présidents de la cinquante-sixième réunion du Conseil du FEM, décision sur le point 15 de l'ordre du jour. Disponible à l'adresse <https://www.gefio.org/sites/default/files/ieo/council-documents/files/c-56-joint-summary-chairs.pdf>.

14. Le mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM est à présent en vigueur.

15. Des informations actualisées concernant le FEM ont été fournies à la Conférence des Parties à ses première, deuxième et troisième réunions (UNEP/MC/COP.1/INF/3, UNEP/MC/COP.2/INF/3, UNEP/MC/COP.3/INF/2). Des informations sur l'efficacité du financement fourni par le FEM et sur la capacité de ce dernier à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition figurent dans les rapports du Bureau indépendant d'évaluation du FEM².

II. Appui du Programme international spécifique à la Convention de Minamata

16. Le paragraphe 9 de l'article 13 stipule que le Programme international spécifique sera placé sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle il rendra compte. À sa première réunion, dans sa décision MC-1/6, la Conférence des Parties a décidé que le Programme devait être ouvert aux contributions et aux demandes d'aide pour une période de 10 ans à compter de la date de création de son fonds d'affectation spéciale et que la Conférence des Parties pourrait décider de prolonger cette période, sans toutefois dépasser sept ans supplémentaires, compte tenu du processus d'examen décrit au paragraphe 11 de l'article 13 ainsi qu'aux paragraphes 2 et 3 de la présente note. En conséquence, à la suite de la création du Fonds d'affectation spéciale particulier par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en janvier 2018, conformément à la décision MC-1/10, le Programme est opérationnel pour une période initiale de 10 ans, jusqu'en 2028.

17. Alors que le FEM a fourni un financement en rapport avec le mercure au cours des six dernières années, à savoir depuis 2013, le Programme international spécifique n'est opérationnel que depuis 18 mois. Le Fonds d'affectation spéciale particulier est ouvert aux contributions depuis janvier 2018. Le Conseil d'administration a été constitué au début de l'année 2018 et le premier cycle de dépôt de demandes de financement au titre du Programme international spécifique a été ouvert du 5 juin au 31 août 2018. À la suite du premier cycle de dépôt de demandes, le Conseil d'administration a approuvé le financement de cinq projets en octobre 2018³. Le deuxième cycle de dépôt de demandes de financement au titre du Programme a été ouvert du 5 mars au 14 juin 2019. À sa quatrième réunion, en septembre 2019, le Conseil d'administration a approuvé des projets du deuxième cycle au regard du financement reçu avant la réunion. Le document final de la quatrième réunion du Conseil d'administration figure dans l'annexe III du document UNEP/MC/COP.3/10/Add.1.

18. La mise en œuvre de quatre des cinq premiers projets approuvés dans le cadre du premier cycle de dépôt de demandes a débuté au cours du deuxième trimestre de 2019, après la conclusion des accords juridiques requis. N'ayant que 18 mois d'expérience, le Conseil d'administration a estimé qu'il était trop tôt pour évaluer l'efficacité du Programme ainsi que sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition.

19. Concernant le niveau de financement du Programme international spécifique, les contributeurs au Programme sont, à ce jour, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse. Au total, 1 281 448 dollars ont été reçus pour le premier cycle de dépôt de demandes (2018) et 2 414 413 dollars pour le deuxième cycle (2019), soit près du double des contributions annoncées et versées pour le cycle précédent. L'augmentation des contributions indique clairement une confiance élevée des donateurs dans le Programme.

20. Toutefois, malgré cette importante augmentation, le montant mis à disposition pour le deuxième cycle ne représente que la moitié de celui qui serait nécessaire pour financer toutes les demandes reçues pour ce cycle, à savoir 4 284 393 dollars.

21. Dans la partie B de l'annexe I de la décision MC-1/6, la Conférence des Parties a fourni des orientations sur la portée, les conditions d'octroi des ressources, le fonctionnement et les ressources du Programme international spécifique, tandis que l'annexe II contient le mandat du Programme. Les orientations et le mandat ont été incorporés dans le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration à sa première réunion, tenue à Genève en mai 2018, de même que les critères

² <http://www.gefio.org/>.

³ Ventilation par région : Afrique : Bénin et Lesotho ; Asie-Pacifique : République islamique d'Iran ; Europe centrale et orientale : Arménie ; Amérique latine et Caraïbes : Argentine.

d'évaluation pour le premier cycle et le cadre de décision concernant les demandes de financement pour le deuxième cycle, comme convenu à sa troisième réunion en février 2019.

22. Des rapports sur le Programme international spécifique ont été présentés à la Conférence des Parties pour examen à ses deuxième et troisième réunions (UNEP/MC/COP.2/9 ; UNEP/MC/COP.3/10). En outre, les rapports des première, deuxième et troisième réunions du Conseil d'administration (UNEP/MC/SIP.GB.1/6 ; UNEP/MC/SIP.GB.3/2 ; UNEP/MC/COP.3/10/Add.1, annexe I) sont disponibles sur le site Web de la Convention de Minamata⁴.

Mesure que pourrait prendre la Conférence des Parties

23. Compte tenu de la disposition de la Convention exigeant que la Conférence des Parties examine, au plus tard à sa troisième réunion, le mécanisme de financement institué en application de l'article 13, la Conférence des Parties souhaitera peut-être examiner les informations contenues dans la présente note dans le cadre de son premier examen et adopter une décision libellée comme suit :

Décision MC-3/[--]

La Conférence of the Parties,

Considérant le paragraphe 11 de l'article 13 sur l'examen du mécanisme de financement,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport sur le premier examen du mécanisme de financement, sur la base duquel elle a entrepris l'examen de ce dernier, conformément au paragraphe 11 de l'article 13 ;

2. *Prie* le secrétariat d'établir un projet de cadre pour le deuxième examen, afin qu'elle puisse l'examiner à sa quatrième réunion.

⁴ <http://www.mercuryconvention.org/Implementation/SpecificInternationalProgramme/tabid/6334/language/en-US/Default.aspx>.

Annexe I

**Informations fournies par le Fonds pour l'environnement mondial
conformément à l'article 13 de la Convention de Minamata sur le
mercure**



28 mai 2019

**INFORMATIONS FOURNIES PAR LE FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION DE MINAMATA
SUR LE MERCURE**

Table des matières

| | |
|--|----|
| Table des matières | 6 |
| Introduction : | 7 |
| Compilation des suites données par le Conseil du FEM aux orientations fournies par la Convention de Minamata sur le mercure : | 8 |
| Orientations initiales fournies au FEM lors de la première réunion de la Conférence des Parties | 8 |
| Orientations fournies lors de la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental | 14 |
| Résolutions adoptées par la Conférence de plénipotentiaires relative à la Convention de Minamata sur le mercure et suites données par le FEM | 15 |
| Ressources programmées pour la Convention de Minamata (juillet 2010 – mai 2019) | 18 |

Introduction :

1. Au paragraphe 5 de son article 13, la Convention de Minamata sur le mercure institue un mécanisme destiné à fournir en temps voulu des ressources financières adéquates et prévisibles pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention.
2. Le paragraphe 6 de l'article 13 inclut dans le mécanisme la Caisse du FEM et un programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique.
3. Aux termes du paragraphe 11 de l'article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure :

« La Conférence des Parties examine, au plus tard à sa troisième réunion et, par la suite, à intervalles réguliers, le niveau de financement, les orientations fournies par la Conférence des Parties aux entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme institué en vertu du présent article et leur efficacité, et leur capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition. Sur la base de cet examen, la Conférence des Parties prend des mesures appropriées pour améliorer l'efficacité du mécanisme. »
4. Le présent document contient des informations sur le niveau de financement fourni par le FEM pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention et sur les suites données aux orientations fournies par la Conférence des Parties et le Comité de négociation intergouvernemental ainsi que par la Conférence de plénipotentiaires relative à la Convention de Minamata sur le mercure.

Compilation des suites données par le Conseil du FEM aux orientations fournies par la Convention de Minamata sur le mercure :

Orientations initiales fournies au FEM lors de la première réunion de la Conférence des Parties¹

| Orientations de la Conférence des Parties | | Suites données par le FEM |
|---|---|---|
| I. Conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières | | |
| | Pour qu'un pays puisse bénéficier du financement du FEM, qui est l'une des entités constitutives du mécanisme de financement de la Convention de Minamata sur le mercure, il doit être Partie à la Convention et être un pays en développement ou à économie en transition. | La politique du FEM en matière d'admissibilité à bénéficier d'un financement se rapportant au mercure intègre les critères pour le financement des activités habilitantes. Les orientations concernant ces activités habilitantes figurent dans le document d'information de la quarante-cinquième réunion du Conseil du FEM, révisé en janvier 2014 ² . Durant FEM-6, avant la Conférence des Parties, les pays signataires et les Parties pouvaient au même titre prétendre à un financement du FEM. Dans le cadre de FEM-7, seules les Parties peuvent avoir accès aux ressources fournies par le FEM. |
| | Les activités ouvrant droit à l'obtention de fonds de la Caisse du FEM sont celles qui visent à la réalisation des objectifs de la Convention et qui respectent les présentes orientations. | Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 6 de l'Instrument du FEM, le FEM est l'une des entités constitutives du mécanisme de financement de la Convention de Minamata sur le mercure, au sens des paragraphes 5, 6 et 8 de l'article 13 de la Convention. À ce titre, il est placé sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle il rend compte, et qui énonce des orientations sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales, ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières. En outre, il reçoit de la Conférence des Parties des orientations sur une liste indicative de catégories d'activités qui pourraient bénéficier d'un soutien ; et il fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure. |
| | Les signataires de la Convention peuvent bénéficier du financement du FEM pour ce qui est des activités habilitantes, pour autant que les États concernés | Jusqu'au 30 juin 2018, le FEM a, dans le cadre de FEM-5 et FEM-6, aidé 110 pays à effectuer des évaluations initiales au titre de |

¹ UNEP/MC/COP.2/INF/3 - Report of the Global Environment Facility to the Conference of the Parties to the Minamata Convention on Mercury at its second meeting.

² GEF, 2014, Initial Guidelines for Enabling Activities for the Minamata Convention on Mercury, Council Document, GEF/C.45/Inf.05/Rev.01.

| Orientations de la Conférence des Parties | Suites données par le FEM |
|---|--|
| <p>prennent de véritables mesures en vue de devenir Partie, par voie de lettre adressée par le ministre compétent au Directeur exécutif du PNUE et au Directeur général et Président du FEM.</p> | <p>la Convention de Minamata et 32 pays à établir leurs plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Au total, 78 des 89 signataires ont bénéficié d'un financement pour ces activités habilitantes. Sur les 11 pays restants, 6 sont maintenant devenus des Parties. Vingt-trois pays qui étaient non-signataires et non-parties ont eu accès à des ressources pour des activités habilitantes du fait de la modification des critères d'octroi à la suite d'une décision du Conseil du FEM par courrier électronique datant du 14 janvier 2015, adoptée à la demande de la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental sur le mercure, tendant à permettre aux États non-signataires/non-parties d'avoir accès aux ressources du FEM pour des activités habilitantes. Cette modification des conditions d'octroi pour les États non-signataires/non-parties n'est plus applicable, étant donné que les orientations de la première réunion de la Conférence des Parties s'appliquent uniquement aux signataires et Parties pour ce qui est de l'octroi d'un financement pour des activités habilitantes³.</p> |
| II. Stratégies et politiques globales | |
| <p>Conformément au paragraphe 7 de l'article 13 de la Convention, la Caisse du FEM fournit en temps voulu des ressources financières nouvelles, prévisibles et adéquates pour couvrir les coûts de l'aide à la mise en œuvre de la Convention, comme convenu par la Conférence des Parties, y compris les coûts engendrés par des activités qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sont menées à l'initiative des pays ; b) sont conformes aux priorités en matière de programmes telles qu'elles ressortent des orientations pertinentes communiquées par la Conférence des Parties ; | <p>Cette orientation a été utilisée pour guider la programmation dans le cadre de FEM-6 et a été prise en compte dans les négociations relatives à FEM-7, qui se sont achevées en avril 2018. La nouvelle stratégie figure dans le résumé des négociations de FEM-7⁴.</p> |

³ Jusqu'au 15 mai 2019, l'appui fourni par le FEM dans le cadre de FEM-5, FEM-6 et FEM-7, a permis à 111 pays de procéder à des évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata et à 34 pays d'établir leurs plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Sur les 111 évaluations initiales financées à ce jour, 17 sont pour des pays non-signataires et non-parties, 33 pour des pays signataires mais non-parties, 45 pour des pays signataires et Parties et 16 pour des pays non-signataires mais Parties. Sur les 34 plans d'action nationaux financés, 18 sont pour des pays signataires et Parties, 9 pour des pays signataires mais non-parties, 4 pour des pays non-signataires mais Parties et 3 pour des pays non-signataires et non-parties. Au total, 18 pays devront ratifier la Convention pour pouvoir prétendre à un financement de leurs évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata.

⁴ GEF, 2018, Report On The Seventh Replenishment Of The GEF Trust Fund, Council Document GEF/A.6/05/Rev.01.

| Orientations de la Conférence des Parties | Suites données par le FEM |
|---|--|
| <p>c) renforcent les capacités et favorisent l'utilisation des compétences locales et régionales, le cas échéant ;</p> <p>d) encouragent les synergies avec d'autres domaines d'intervention ;</p> <p>e) continuent de renforcer les synergies et les retombées positives dans le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets ;</p> <p>f) favorisent les méthodes, mécanismes et dispositifs financés par plusieurs sources, notamment le secteur privé, le cas échéant ; et</p> <p>g) favorisent un développement socioéconomique national durable, l'atténuation de la pauvreté et les activités compatibles avec les programmes nationaux de gestion rationnelle de l'environnement existants ayant pour objet de protéger la santé humaine et l'environnement.</p> | |
| III. Priorités programmatiques | |
| <p>Conformément au paragraphe 7 de l'article 13 de la Convention, la Caisse du FEM fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes.</p> | <p>Cette orientation est prise en compte dans les stratégies du FEM.</p> <p>Dans le cadre de FEM-6, 141 millions de dollars ont été alloués pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata. Le FEM a programmé des ressources pour couvrir l'ensemble des coûts des évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata et des plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Il a programmé des ressources pour plusieurs projets qui visent une mise en œuvre rapide, en particulier dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Dans le cadre de FEM-7, 206 millions de dollars sont théoriquement alloués à la mise en œuvre de la Convention de Minamata, notamment pour couvrir l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes.</p> |
| <p>En particulier, la Caisse du FEM devrait accorder la priorité aux activités suivantes lorsqu'elle fournit des ressources financières aux Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition :</p> <p>a) activités habilitantes, en particulier les activités d'évaluation initiale de la Convention de Minamata et des plans d'action nationaux relatifs à l'extraction artisanale et à petite échelle d'or ;</p> <p>b) activités visant à mettre en œuvre les dispositions de la Convention, en accordant la priorité à celles qui :</p> | <p>Cette orientation a été prise en compte dans la programmation de FEM-6 et a été incluse dans les priorités programmatiques de la stratégie dans le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets pour FEM-7. Tous les projets et programmes menés à ce jour dans le cadre de FEM-6 et FEM-7 qui visent à mettre en œuvre la Convention de Minamata respectent cette orientation.</p> |

| Orientations de la Conférence des Parties | | Suites données par le FEM |
|--|---|---|
| | i) sont liées à des obligations juridiquement contraignantes ; ii) facilitent l'application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur à l'égard d'une Partie ; iii) permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s'attaquent aux incidences du mercure sur la santé et l'environnement. | |
| | Lorsqu'il fournit des ressources pour une activité, le FEM devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l'activité proposée par rapport à ses coûts, conformément au paragraphe 8 de l'article 13 de la Convention. | À ce jour, dans le cadre de FEM-6 et FEM-7, des projets présentant un potentiel de réduction importante du mercure ont été approuvés. Le FEM continue de collaborer avec les pays et les institutions pour étudier le potentiel de réduction du mercure des projets par rapport à leurs coûts. |
| IV. Liste indicative de catégories d'activités qui pourraient bénéficier d'un soutien A. Activités habilitantes | | |
| | 1. Évaluations initiales de la Convention de Minamata 2. Élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or, conformément au paragraphe 3 de l'article 7 et à l'Annexe C 3. Autres types d'activités habilitantes, comme convenu par la Conférence des Parties | Cette orientation a été utilisée pour guider la programmation dans le cadre de FEM-6 et a été prise en compte dans les priorités programmatiques de la stratégie de FEM-7 dans le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets. À ce jour, dans le cadre de FEM-6 et FEM-7, toutes les activités habilitantes ouvrant droit à l'obtention de fonds qui ont été soumises au FEM ont reçu un financement. |
| B. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention 1. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention qui sont liées à des obligations juridiquement contraignantes | | |
| | Lorsqu'il fournit des ressources financières aux Parties remplissant les conditions requises, pour des activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention, le FEM devrait accorder la priorité aux activités liées à des obligations juridiquement contraignantes auxquelles les Parties sont soumises au titre de la Convention et devrait tenir compte du potentiel de réduction du mercure de l'activité proposée par rapport à ses coûts. Ces activités peuvent notamment avoir trait aux domaines qui sont recensés ci-après sans ordre particulier : <ul style="list-style-type: none"> • Sources d'approvisionnement en mercure et commerce ; • Produits contenant du mercure ajouté ; • Procédés de fabrication utilisant du mercure ou des composés du mercure ; • Extraction minière artisanale et à petite échelle d'or ; • Émissions ; | Ces orientations ont été intégrées dans la stratégie de FEM-7 dans le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets. |

| Orientations de la Conférence des Parties | Suites données par le FEM |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Rejets ; • Stockage provisoire écologiquement rationnel du mercure, à l'exclusion des déchets de mercure ; • Déchets de mercure ; • Établissement de rapports ; • Renforcement des capacités, assistance technique et transfert de technologies applicables aux domaines susmentionnés. | |
| 2. Activités de mise en œuvre des dispositions de la Convention qui facilitent l'application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur à l'égard d'une Partie | |
| <p>Lorsqu'il envisage des activités de mise en œuvre de la Convention qui facilitent l'application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur, le FEM devrait également envisager de soutenir des activités qui, bien qu'elles ne soient pas juridiquement obligatoires au titre de la Convention, pourraient sensiblement aider une Partie à mettre en œuvre la Convention dès l'entrée en vigueur de celle-ci à son égard.</p> | <p>Cette orientation sera prise en compte durant la programmation dans le cadre de FEM-7 et fera l'objet de rapports lors de réunions ultérieures de la Conférence des Parties.</p> |
| <p>Dans le cadre du mandat du FEM, ces activités pourraient notamment comprendre un soutien dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) concernant les émissions, élaboration, par les Parties disposant de sources pertinentes d'émissions, d'un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les émissions ainsi que les objectifs, les buts et les résultats escomptés ; b) concernant les rejets, élaboration, par les Parties disposant de sources pertinentes de rejets, d'un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les rejets ainsi que les objectifs, les buts et les résultats escomptés ; c) concernant les sites contaminés, renforcement des capacités en vue d'élaborer des stratégies appropriées pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure et, selon qu'il convient, décontamination de ces sites ; d) échange d'informations ; e) information, sensibilisation et éducation du public ; f) coopération dans le domaine du développement et de l'amélioration de la recherche-développement et de la surveillance ; g) élaboration d'un plan de mise en œuvre à l'issue des évaluations initiales. | <p>Cette orientation sera prise en compte durant la programmation dans le cadre de FEM-7 et fera l'objet de rapports lors de réunions ultérieures de la Conférence des Parties.</p> |

| Orientations de la Conférence des Parties | Suites données par le FEM |
|--|---|
| 3. Activités de mise en œuvre de la Convention qui permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s'attaquent aux incidences du mercure tant sur la santé que sur l'environnement | |
| <p>Les activités de mise en œuvre de la Convention qui permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s'attaquent aux incidences du mercure, tant sur la santé que sur l'environnement, peuvent englober des activités liées à la fois aux dispositions contraignantes et non contraignantes, en accordant la priorité aux dispositions juridiquement contraignantes évoquées plus haut qui cadrent avec le mandat du FEM de servir les intérêts de l'environnement au niveau mondial et la stratégie du FEM dans le domaine d'intervention des produits chimiques et déchets.</p> | <p>Cette orientation sera prise en compte durant la programmation dans le cadre de FEM-7 et fera l'objet de rapports lors de réunions ultérieures de la Conférence des Parties.</p> |
| V. Examen par la Conférence des Parties | |
| <p>Conformément au paragraphe 11 de l'article 13, la Conférence des Parties examinera, au plus tard à sa troisième réunion et, par la suite, à intervalles réguliers, le niveau de financement, les orientations qu'elle fournit au FEM en tant qu'une des entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme institué en vertu de cet article, et l'efficacité de ce mécanisme ainsi que sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition. Sur la base de cet examen, la Conférence des Parties prendra des mesures appropriées pour améliorer l'efficacité du mécanisme de financement, notamment en actualisant et en hiérarchisant les orientations fournies au FEM en tant que de besoin.</p> | <p>À la demande de la Conférence des Parties, le FEM fournira des informations concernant l'examen décrit dans le paragraphe 11 de l'article 13 de la Convention de Minamata.</p> |

**Orientations fournies lors de la sixième session du Comité de négociation
intergouvernemental⁵**

| Document final du Comité de négociation intergouvernemental | | Suites données par le FEM |
|--|--|--|
| 1 | <p>Prie le FEM d'appliquer les critères suivants pour l'octroi d'un appui financier aux pays en développement ou en transition au titre des activités entreprises dans le cadre de la Convention de Minamata sur le mercure :</p> <p>Critères d'octroi</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Parties à la Convention ; b) Signataires de la Convention pour l'exécution d'activités, en particulier d'activités habilitantes, visant à faciliter l'application rapide et la ratification de la Convention ; c) Non-signataires de la Convention, pour ce qui est des activités habilitantes, pour autant que les États concernés prennent de véritables mesures en vue de devenir Partie, par voie de lettre adressée par le ministre compétent au Directeur exécutif du PNUE et au Directeur général et Président du FEM. | <p>En janvier 2015, le Conseil du FEM a approuvé les nouveaux critères d'octroi. Le secrétariat du FEM a également diffusé cette révision des critères au sein des organismes du FEM en février 2015. Le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata a partagé le modèle de la lettre que les États non-signataires doivent soumettre concernant les véritables mesures qu'ils prennent en vue de devenir Partie.</p> <p>Sur la base des nouveaux critères, 24 pays non-signataires ont bénéficié d'un appui durant la période à l'examen dans le cadre de FEM-6. Sur ces 24 pays, 5 pays, à savoir le Botswana, El Salvador, l'Eswatini, le Lesotho et Saint-Kitts-et-Nevis, ont ratifié la Convention.</p> |
| 2 | <p>Prie le FEM de tenir compte des activités suivantes lorsqu'il fournit des ressources financières aux pays en développement ou en transition :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Activités habilitantes visées dans les orientations initiales concernant les activités habilitantes pour la mise en œuvre de la Convention de Minamata sur le mercure du FEM, en particulier les activités d'évaluation initiale de la Convention et des plans d'action nationaux relatifs à l'extraction d'or artisanale et à petite échelle, afin de favoriser la ratification de la Convention ; b) Activités visant à mettre en œuvre les dispositions de la Convention, en accordant la priorité à celles qui : <ul style="list-style-type: none"> i) sont liées à des obligations juridiquement contraignantes ; ii) facilitent l'application rapide de la Convention dès son entrée en vigueur ; iii) permettent de réduire les émissions et rejets de mercure et s'attaquent aux incidences du mercure sur la santé et l'environnement. | <p>La stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets contient deux objectifs stratégiques visant à atteindre les buts relatifs à l'élimination des produits chimiques et des déchets nocifs. Le FEM a programmé 124 millions de dollars pour des projets concernant le mercure menés dans le cadre de ces deux programmes au cours des trois premières années de la période FEM-6.</p> |

⁵ UNEP(DTIE)/Hg/INC.6/24,
http://www.mercuryconvention.org/Portals/11/documents/meetings/inc6/French/6_24_f_report.pdf

**Résolutions adoptées par la Conférence de plénipotentiaires relative à la
Convention de Minamata sur le mercure et suites données par le FEM⁶**

| | Résolution | Suites données par le FEM |
|---|---|---|
| 1 | Invite le Conseil du FEM à apporter son soutien aux pays en développement et pays à économie en transition signataires de la Convention pour qu'ils puissent entreprendre des activités, en particulier des activités habilitantes, permettant de faciliter la mise en œuvre et la ratification rapides de la Convention ; | À sa quarante-quatrième réunion, qui s'est tenue en juin 2013, le Conseil du FEM a alloué 10 millions de dollars à des activités habilitantes menées au titre de la Convention de Minamata au cours de FEM-5, en particulier des évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata et des plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or. Des orientations ont été établies pour la mise en œuvre de ces projets. Dans le cadre de FEM-6, 30 millions de dollars de ressources additionnelles ont été alloués à ces activités habilitantes. Les orientations initiales ⁷ peuvent être modifiées par le Comité de négociation intergouvernemental ou la Conférence des Parties, selon qu'il convient. |
| 2 | Invite le Conseil du FEM à donner effet à l'inclusion de la Caisse du FEM dans le mécanisme de financement de la Convention et à recommander à l'Assemblée du FEM d'apporter d'urgence à l'Instrument pour la restructuration du FEM tous les ajustements nécessaires pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de mécanisme de financement ; | À la cinquième Assemblée du FEM, qui s'est tenue en mai 2014, l'Instrument du FEM a été modifié afin de faire figurer la Convention de Minamata dans la liste des conventions dont le FEM est le mécanisme de financement ⁸ . L'alinéa e) du nouveau paragraphe 6 de l'Instrument du FEM contient le texte ci-après : « e) Est l'une des entités constitutives du mécanisme de financement de la Convention de Minamata sur le mercure, au sens des paragraphes 5, 6 et 8 de l'article 13 de la Convention. À ce titre, le FEM est placé sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle il rend compte, et qui énonce des orientations sur les stratégies, politiques et priorités programmatiques globales, ainsi que sur les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces dernières. En outre, le FEM reçoit de la Conférence des Parties des orientations sur une liste indicative de catégories d'activités qui pourraient bénéficier d'un soutien ; et il fournit des ressources pour couvrir les surcoûts convenus liés aux avantages environnementaux mondiaux et l'ensemble des coûts convenus de certaines activités habilitantes, conformément aux dispositions |

⁶ UNEP(DTIE)/Hg/CONF/4,

http://www.mercuryconvention.org/Portals/11/documents/meetings/dipcon/french/CONF_4_final%20act_f.pdf

⁷ UNEP(DTIE)/Hg/INC.6/24,

http://www.mercuryconvention.org/Portals/11/documents/meetings/inc6/French/6_24_f_report.pdf

⁸ GEF/A.5/09, https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/2014003691FREfre003_Amendments_to_the_Instrument_1.pdf

| | | |
|---|---|--|
| | | du paragraphe 7 de l'article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure. » |
| 3 | Décide que le Comité devrait rédiger, pour que la Conférence des Parties l'examine à sa première réunion, un projet de mémorandum d'accord entre le Conseil du FEM et la Conférence des Parties sur les modalités d'application des dispositions pertinentes des paragraphes 5 à 8 de l'article 13 ; | <p>Le secrétariat du FEM a transmis le mémorandum d'accord avec la Convention de Stockholm au secrétariat provisoire de la Convention de Minamata comme base pour aider à établir le mémorandum d'accord. Des exemples de mémorandums d'accord entre le Conseil du FEM et différentes conférences des Parties ont été fournis par le secrétariat provisoire de la Convention de Minamata dans les documents établis en prévision de la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental.</p> <p>À sa septième session, le Comité de négociation intergouvernemental a convenu d'un projet de mémorandum d'accord révisé, qui a été soumis à la cinquante-et-unième réunion du Conseil du FEM pour examen.</p> <p>Au début de l'année 2017, le secrétariat du FEM a transmis des observations du Conseil du FEM au secrétariat provisoire afin de les inclure dans le document établi en prévision de la première Conférence des Parties, devant être présenté à cette dernière pour examen.</p> |
| 4 | Décide également que le Comité devrait élaborer, et adopter provisoirement en attendant leur adoption formelle par la Conférence des Parties à sa première réunion, des orientations à l'intention du Conseil du FEM sur les stratégies, politiques, priorités programmatiques et conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces ressources, ainsi qu'une liste indicative des activités pouvant bénéficier du soutien de la Caisse du FEM ; | <p>À sa septième session, le Comité de négociation intergouvernemental a adopté, à titre provisoire, en attendant leur adoption formelle par la Conférence des Parties à sa première réunion, des projets d'orientations révisés à l'intention du FEM sur les stratégies, politiques, priorités programmatiques et conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et utiliser ces ressources, ainsi que sur une liste indicative des activités pouvant bénéficier du soutien de la Caisse du FEM.</p> <p>Le FEM a accompli des progrès dans divers aspects des projets d'orientations initiales, comme résumé dans le tableau 1 du présent rapport. Par exemple, ces orientations sont utilisées pour guider la programmation dans le cadre de FEM-6 et mentionnées dans le projet de document d'orientation programmatique pour les négociations de FEM-7.</p> <p>La programmation de FEM-6 a été axée sur les activités habilitantes et les mesures visant à faciliter l'application rapide de la Convention. En juin 2017, le FEM avait financé 100 évaluations initiales au titre de la Convention de Minamata, 30 plans d'action nationaux et des projets visant à éliminer plus de 800 tonnes de mercure.</p> |

| | | |
|---|--|--|
| 5 | <p>Invite les donateurs à la Caisse du FEM à verser, dans le cadre de la sixième reconstitution de la Caisse du FEM et de ses reconstitutions ultérieures, des ressources financières additionnelles suffisantes pour permettre au FEM d'appuyer des activités visant à faciliter l'entrée en vigueur rapide et l'application effective de la Convention ;</p> | <p>La sixième reconstitution de la Caisse du FEM comprend une allocation de 141 millions de dollars pour appuyer des activités visant à favoriser l'entrée en vigueur rapide et l'application effective de la Convention de Minamata. Au total, 30 millions de dollars ont été alloués à des activités habilitantes et 111 millions de dollars à l'appui de mesures rapides.</p> |
|---|--|--|

Ressources programmées pour la Convention de Minamata (juillet 2010 – mai 2019)

| Pays | Liste de pays | Domaine d'intervention | Titre | Phase FEM | Type ¹³ | Institution | Montant (en dollars) ¹⁴ | Cofinancement (en dollars) |
|-----------|---------------|------------------------|--|-----------|--------------------|-------------|------------------------------------|----------------------------|
| Albanie | | D ¹⁵ | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour l'Albanie | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Angola | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Angola | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 58 500 |
| Argentine | | D | Gestion écologiquement rationnelle des polluant organiques persistants, du mercure et d'autres produits chimiques dangereux en Argentine | FEM-6 | PGE | PNUD | 1 846 100 | 34 500 000 |
| Argentine | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour l'Argentine | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Argentine | | P ¹⁶ | Projet préparatoire visant à faciliter la mise en œuvre de l'instrument juridiquement contraignant sur le mercure (Convention de Minamata) en Argentine afin de protéger la santé et l'environnement | FEM-5 | PME | ONUDI | 350 000 | 530 000 |
| Arménie | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en République d'Arménie | FEM-5 | AH | ONUDI | 200 000 | 22 000 |

¹³ AH – Activités habilitantes, PME – Projets de moyenne envergure (projets de moins de 2 millions de dollars), PGE – Projets de grande envergure (projets de plus de 2 millions de dollars), DCP – Document cadre de programme pour les approches programmatiques

¹⁴ Il s'agit uniquement de la subvention du FEM, à l'exclusion de la subvention pour la préparation du projet et des frais d'agence.

¹⁵ D correspond au domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets.

¹⁶ P correspond au domaine d'intervention des polluants organiques persistants, qui existait jusqu'à la fin de FEM-5. Le domaine d'intervention des polluants organiques persistants a été remplacé par le domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets à la suite d'une modification de l'Instrument du FEM effectuée à la cinquième Assemblée du FEM en mai 2014.

| | | | | | | | | |
|--------------------|--|---|---|-------|-----|-------|----------|-----------|
| Afrique du Sud | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata en Afrique du Sud | FEM-6 | AH | PNUE | 1000 000 | 0 |
| Azerbaïdjan | | D | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Bélarus | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Belize | | D | Élaboration d'évaluations initiales de la Convention de Minamata dans les Caraïbes (Belize) | FEM-6 | AH | PNUE | 150 000 | 0 |
| Bolivie | | P | Mise en œuvre de la transition vers des systèmes d'éclairage à haut rendement énergétique | FEM-5 | PGE | PNUE | 45 662 | 0 |
| Bosnie-Herzégovine | | D | Renforcement des processus décisionnels de la Bosnie-Herzégovine en vue de devenir Partie à la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Brésil | | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure au Brésil | FEM-5 | AH | PNUE | 821 918 | 1 690 000 |
| Burkina Faso | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Burkina Faso | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 216 000 |
| Cameroun | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata au Cameroun | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Chili | | P | Mise en œuvre de la transition vers des systèmes d'éclairage à haut rendement énergétique | FEM-5 | PGE | PNUE | 45 662 | 0 |

| | | | | | | | | |
|------------------------------------|--|---|---|-------|-----|-----------------|------------|------------|
| Chine | | D | Démonstration de la réduction et de la limitation du mercure dans la production de chlorure de vinyle monomère | FEM-6 | PGE | ONUDI | 16 200 000 | 99 000 000 |
| Chine | | D | Renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre de la Convention de Minamata sur le mercure | FEM-6 | PGE | Banque mondiale | 8 000 000 | 8 000 000 |
| Chine | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en République populaire de Chine | FEM-5 | AH | ONUDI | 1 000 000 | 975 000 |
| Chine | | P | Projet pilote sur l'établissement d'un inventaire du mercure en Chine | FEM-5 | PME | PNUE | 1 000 000 | 3 146 265 |
| Chine | | P | Réduction des émissions de mercure et promotion d'une gestion rationnelle des produits chimiques dans les activités de raffinage du zinc | FEM-5 | PME | ONUDI | 990 000 | 4 000 000 |
| Colombie | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en République de Colombie | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 8 000 |
| Colombie | | D | Réduction des polluants organiques persistants produits non intentionnellement et des rejets de mercure dans la gestion des déchets médicaux, le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, le traitement de la ferraille et la combustion de la biomasse | FEM-6 | PGE | PNUD | 686 000 | 1 000 000 |
| Comores | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata dans les Comores | FEM-5 | AH | ONUDI | 200 000 | 67 000 |
| Congo (République démocratique du) | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à | FEM-6 | AH | PNUE | 1 000 000 | 0 |

| | | | | | | | | |
|----------------------|--|---|--|-------|-----|-------|-----------|------------|
| | | | petite échelle d'or en République démocratique du Congo | | | | | |
| Costa Rica | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Costa Rica | FEM-5 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Djibouti | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata à Djibouti | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Égypte | | P | Protéger la santé humaine et l'environnement des rejets non intentionnels de polluants organiques persistants provenant de l'incinération et du brûlage à l'air libre de déchets médicaux et électroniques | FEM-5 | PGE | PNUD | 550 000 | 1 600 000 |
| El Salvador | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata en El Salvador | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Équateur | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Équateur | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 81 000 |
| Équateur | | D | Programme national pour la gestion écologiquement rationnelle et la gestion du cycle de vie des substances chimiques | FEM-6 | PGE | PNUD | 3 795 000 | 15 131 702 |
| Érythrée | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Érythrée | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| Fédération de Russie | | P | Projet pilote sur l'établissement d'un inventaire du mercure dans la Fédération de Russie | FEM-5 | PME | PNUE | 1 000 000 | 3 418 969 |

| | | | | | | | | |
|-----------|--|-------------------|--|-------|-----|-------|---------|------------|
| Gabon | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Gabon | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 161 000 |
| Géorgie | | P | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-5 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Ghana | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Ghana | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | |
| Ghana | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Ghana | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 55 250 |
| Guatemala | | D | Convention de Minamata : évaluation initiale au Guatemala | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 78 600 |
| Guyana | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Guyana | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Guyana | | DIM ¹⁷ | Renforcement du cadre habilitant pour la prise en compte systématique de la diversité biologique et la réduction du mercure dans les activités d'extraction minière d'or à petite et moyenne échelle | FEM-6 | PGE | PNUD | 892 759 | 29 662 745 |
| Honduras | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Honduras | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |

¹⁷ DIM – Projets à domaines d'intervention multiples, à savoir des projets qui traitent de multiples priorités de domaines d'intervention du FEM dans le cadre du même projet

| | | | | | | | | |
|---------------|--|---|--|-------|-----|------|-----------|-----------|
| Honduras | | P | Gestion écologiquement rationnelle du mercure et des produits contenant du mercure et de leurs déchets dans les secteurs de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or et des soins de santé | FEM-5 | PME | PNUD | 1 300 000 | 3 960 000 |
| Îles Marshall | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata dans les Îles Marshall | FEM-6 | AH | PNUE | 125 000 | 0 |
| Inde | | D | Amélioration de la gestion du mercure en Inde | FEM-6 | AH | PNUD | 1 000 000 | 0 |
| Indonésie | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Indonésie | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| Iraq | | D | Élaboration du Plan national de mise en œuvre pour la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et de l'évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure en Iraq | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Jordanie | | D | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | |
| Kazakhstan | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | PNUD | 400 000 | 0 |
| Kazakhstan | | P | Mise à jour du Plan national de mise en œuvre, intégration de polluants organiques persistants dans la planification nationale et promotion d'une gestion rationnelle des déchets médicaux au Kazakhstan | FEM-5 | PGE | PNUD | 200 000 | 470 000 |

| | | | | | | | | |
|---|--|---|--|-------|----|--------------------|---------|---------|
| Kenya | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | Accès direct | 200 000 | 0 |
| Kenya | | P | Mesures initiales concernant le mercure pour le Kenya | FEM-5 | AH | Secrétariat du FEM | 200 000 | 34 000 |
| Lao (République démocratique populaire) | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et mise à jour du plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| Macédoine | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Madagascar | | D | Élaboration d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or à Madagascar | FEM-6 | AH | PNUE | 500 000 | 0 |
| Madagascar | | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata à Madagascar | FEM-5 | AH | PNUE | 182 648 | 200 000 |
| Malaisie | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en Malaisie | FEM-6 | AH | PNUD | 250 000 | 250 000 |
| Maldives | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata aux Maldives | FEM-6 | AH | PNUE | 200 000 | 0 |
| Maroc | | D | Renforcement du mécanisme décisionnel national en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités nationales en vue de la mise en œuvre de ses dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Maurice | | P | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-5 | AH | PNUD | 199 749 | 125 000 |

| | | | | | | | | |
|------------|--|---|---|-------|-----|-----------------------|------------|-------------|
| Mexique | | D | Réduction des risques environnementaux mondiaux par le suivi et l'élaboration d'autres moyens de subsistance pour le secteur du mercure primaire obtenu par extraction minière au Mexique | FEM-6 | PGE | PNUE | 7 035 000 | 40 850 000 |
| Mexique | | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata au Mexique | FEM-5 | AH | PNUE | 456 530 | 40 000 |
| Micronésie | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata dans les États fédérés de Micronésie | FEM-6 | AH | PNUE | 125 000 | 0 |
| Moldova | | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata en Moldova | FEM-5 | AH | PNUE | 182 648 | 52 000 |
| Mondial | Bangladesh, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Samoa | D | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 1 000 000 | 0 |
| Mondial | Burkina Faso, Colombie, Guyana, Indonésie, Kenya, Mongolie, Pérou, Philippines | D | Perspectives mondiales de développement à long terme du secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or - FEM GOLD | FEM-6 | DCP | PNUE, PNUD, ONUDI, CI | 45 262 294 | 135 174 956 |
| Mondial | | P | Élaboration d'un plan pour la surveillance mondiale de l'exposition humaine au mercure et des concentrations de mercure dans l'environnement | FEM-5 | PME | PNUE | 850 000 | 3 005 411 |

| | | | | | | | | |
|------------|--|---|--|-------|-----|-------|-----------|-----------|
| Mongolie | | D | Élaboration d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or | FEM-6 | AH | PNUE | 500 000 | 0 |
| Mongolie | | D | Évaluation initiale avancée de la Convention de Minamata en Mongolie | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 18 600 |
| Mongolie | | P | Réduction de l'exposition au mercure de la santé humaine et de l'environnement par la promotion d'une gestion rationnelle des produits chimiques en Mongolie | FEM-5 | PME | ONUDI | 600 000 | 1 569 000 |
| Monténégro | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Monténégro | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 20 000 |
| Mozambique | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur mozambicain de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 84 000 |
| Myanmar | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Myanmar | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| Népal | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata au Népal | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 108 600 |
| Nigéria | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur nigérian de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 373 000 |
| Nigéria | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en République fédérale du Nigéria | FEM-5 | AH | ONUDI | 1 000 000 | 182 000 |
| Nioué | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata à Nioué | FEM-6 | AH | PNUE | 125 000 | 0 |
| Panama | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Panama | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |

| | | | | | | | | |
|---------------------------|---|---|--|-------|-----|-------|---------|-----------|
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata en Papouasie-Nouvelle-Guinée | FEM-6 | AH | PNUE | 300 000 | 0 |
| Paraguay | | D | Élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Paraguay | FEM-6 | AH | PNUE | 500 000 | 0 |
| Pérou | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Pérou | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 217 000 |
| Philippines | | P | Amélioration de la santé et de l'environnement des communautés pratiquant l'extraction minière artisanale d'or aux Philippines par la réduction des émissions de mercure | FEM-5 | PME | ONUDI | 550 000 | 1 081 070 |
| Régional | Angola, Malawi, Zimbabwe | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure en Afrique | FEM-6 | AH | PNUE | 547 945 | 505 000 |
| Régional | Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Vincent-et-les Grenadines | D | Élaboration d'évaluations initiales de la Convention de Minamata dans les Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Vincent-et-les Grenadines) | FEM-6 | AH | PNUE | 600 000 | 0 |
| Régional | Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | PNUE | 800 000 | 61 000 |
| Régional | Burkina Faso, Bénin, Niger, Togo | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en Afrique francophone II | FEM-6 | AH | ONUDI | 800 000 | 134 400 |

| | | | | | | | | |
|----------|---|---|---|-------|----|-------|-----------|---------|
| Régional | Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, République centrafricaine | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure en Afrique | FEM-6 | AH | PNUE | 1 000 000 | 60 000 |
| Régional | Burundi, Congo, Kenya, Ouganda, République centrafricaine, Swaziland, Zambie, Zimbabwe | D | Projet régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Afrique | FEM-6 | AH | PNUE | 4 000 000 | 50 000 |
| Régional | Cabo Verde, Sao Tomé-et- Principe | D | Convention de Minamata : évaluation initiale à Cabo Verde et à Sao Tomé-et- Principe | FEM-6 | AH | ONUDI | 400 000 | 187 200 |
| Régional | Îles Cook, Kiribati, Palaos, Tonga, Vanuatu | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure dans le Pacifique | FEM-6 | AH | PNUE | 500 000 | 20 000 |
| Régional | Guinée, Mali, Sénégal | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en Afrique francophone I | FEM-6 | AH | ONUDI | 600 000 | 175 800 |
| Régional | Guinée, Niger | D | Élaboration d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Guinée et au Niger | FEM-6 | AH | PNUE | 1 000 000 | 0 |
| Régional | Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et- Nevis, Trinité- et-Tobago | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata dans les Caraïbes (Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Trinité-et-Tobago) | FEM-6 | AH | PNUE | 600 000 | 0 |
| Régional | Mali, Sénégal | D | Élaboration d'un plan d'action national concernant l'extraction minière | FEM-6 | AH | PNUE | 1 000 000 | 0 |

| | | | | | | | | |
|----------|---|-----|---|-------|-----|-----------------|------------|------------|
| | | | artisanale et à petite échelle d'or au Mali et au Sénégal | | | | | |
| Régional | Ghana, Kenya, Sénégal, Tanzanie, Zambie | D | Programme sur la gestion de la pollution et la santé de l'environnement en Afrique | FEM-6 | DCP | Banque mondiale | 13 486 239 | 98 600 000 |
| Régional | Burkina Faso, Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Togo | D | Investissement à impact et renforcement des capacités à l'appui d'une gestion durable des déchets visant à réduire les émissions de polluants organiques persistants produits non intentionnellement et de mercure en Afrique occidentale | FEM-6 | PGE | BOAD | 5 331 334 | 77 000 000 |
| Régional | Cambodge, Philippines, Pakistan | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata dans trois pays asiatiques | FEM-5 | AH | PNUE | 730 594 | 1 702 084 |
| Régional | Équateur, Pérou | P | Mise en œuvre de mesures intégrées visant à réduire au minimum les rejets de mercure provenant de l'extraction minière artisanale d'or | FEM-5 | PME | ONUDI | 999 900 | 2 676 764 |
| Régional | Ghana, Madagascar, Tanzanie | P | Réduction des rejets de polluants organiques persistants produits non intentionnellement et de mercure provenant du secteur de la santé en Afrique | FEM-5 | PGE | PNUD | 517 902 | 2 000 345 |
| Régional | Albanie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Liban, Libye, Maroc, Monténégro, Tunisie | DIM | Programme de la mer Méditerranée (MedProgramme) : améliorer la sécurité environnementale | FEM-6 | DCP | PNUE | 5 250 000 | 20 500 000 |

| | | | | | | | | |
|---------------------|---|---|---|-------|-----|-------|---------|-----------|
| Régional | Éthiopie, Gambie, Ouganda, Tanzanie, Zambie | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata sur le mercure en Afrique | FEM-5 | AH | PNUE | 913 242 | 1 129 943 |
| Régional | Bolivie, Chili, Paraguay, République dominicaine | P | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes | FEM-5 | AH | PNUE | 730 594 | 935 000 |
| Régional | Burkina Faso, Mali, Sénégal | P | Amélioration de la santé et de l'environnement des communautés pratiquant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or par la réduction des émissions de mercure et la promotion d'une gestion rationnelle des produits chimiques | FEM-5 | PME | ONUDI | 990 000 | 2 450 000 |
| Régional | Argentine, Équateur, Nicaragua, Pérou, Uruguay | P | Élaboration d'approches de gestion des risques liés au mercure en Amérique latine | FEM-5 | PME | PNUE | 916 000 | 2 894 434 |
| République kirghize | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et mise à jour du plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| République kirghize | | P | Réduction des risques environnementaux mondiaux et locaux présentés par le mercure primaire obtenu par extraction minière à Khaidarkan en République kirghize | FEM-5 | PME | PNUE | 944 000 | 3 007 000 |
| République kirghize | | P | Protéger la santé humaine et l'environnement des rejets non intentionnels de polluants organiques persistants et de mercure provenant de | FEM-5 | PME | PNUD | 120 000 | 360 000 |

| | | | | | | | | |
|--------------|--|---|---|-------|----|-------|---------|---------|
| | | | l'élimination non rationnelle de déchets médicaux au Kirghizistan | | | | | |
| Rwanda | | D | Convention de Minamata : évaluation initiale pour le Rwanda | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 18 400 |
| Rwanda | | D | Plan d'action national concernant le mercure dans le secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Rwanda | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 58 500 |
| Serbie | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 97 220 |
| Seychelles | | D | Renforcement des processus décisionnels nationaux en vue de la ratification de la Convention de Minamata et des capacités en vue de la mise en œuvre de dispositions futures | FEM-6 | AH | PNUD | 199 100 | 25 000 |
| Sierra Leone | | D | Élaboration d'une évaluation initiale de la Convention de Minamata et d'un plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en Sierra Leone | FEM-6 | AH | PNUE | 700 000 | 0 |
| Soudan | | D | Convention de Minamata : évaluation initiale en république du Soudan | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 118 600 |
| Sri Lanka | | D | Convention de Minamata : évaluation initiale au Sri Lanka | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 38 600 |
| Suriname | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Suriname | FEM-6 | AH | PNUD | 200 000 | 0 |
| Suriname | | D | Plan d'action national concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or pour le Suriname | FEM-6 | AH | PNUD | 500 000 | 0 |
| Tanzanie | | D | Élaboration de plans d'action nationaux concernant l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or en République-Unie de Tanzanie | FEM-6 | AH | PNUE | 500 000 | 0 |

| | | | | | | | | |
|----------|--|---|--|-------|-----|-------|-------------|-------------|
| Tchad | | D | Évaluation initiale de la Convention de Minamata au Tchad | FEM-6 | AH | ONUDI | 200 000 | 78 600 |
| Tunisie | | D | Amélioration de la gestion du mercure en Tunisie | FEM-6 | PME | ONUDI | 600 000 | 2 350 000 |
| Turquie | | D | Convention de Minamata : évaluation initiale en Turquie | FEM-6 | AH | ONUDI | 500 000 | 29 000 |
| Uruguay | | P | Gestion écologiquement rationnelle du cycle de vie des produits contenant du mercure et de leurs déchets | FEM-5 | PME | PNUD | 700 000 | 2 959 700 |
| Viet Nam | | D | Application de la chimie verte au Viet Nam afin d'appuyer la croissance verte et la réduction de l'utilisation et des rejets de polluants organiques persistants/produits chimiques nocifs | FEM-6 | PME | PNUD | 469 800 | 1 000 000 |
| Viet Nam | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata au Viet Nam | FEM-5 | AH | ONUDI | 500 000 | 47 000 |
| Yémen | | P | Évaluation initiale de la Convention de Minamata en République du Yémen | FEM-5 | AH | ONUDI | 200 000 | 50 200 |
| | | | | | | Total | 164 963 620 | 609 859 694 |

Annexe II

Informations fournies par le Programme international spécifique conformément à l'article 13 de la Convention de Minamata sur le mercure (9 août 2019)

1. Introduction

1. Au paragraphe 5 de son article 13, la Convention de Minamata institue un mécanisme destiné à fournir en temps voulu des ressources financières adéquates et prévisibles pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou des pays à économie en transition dans la mise en œuvre de leurs obligations au titre de la Convention.
2. Le paragraphe 6 de l'article 13 inclut dans le mécanisme un programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique. En outre, le paragraphe 9 de l'article 13 stipule que le Programme sera placé sous la direction de la Conférence des Parties à laquelle il rendra compte.
3. À sa première réunion, en septembre 2017, la Conférence des Parties a décidé dans la décision MC-1/6 :
 - a) Que le Programme serait accueilli par le PNUE et que son Directeur exécutif assurerait un appui administratif, en affectant des ressources humaines et autres, par l'intermédiaire du secrétariat de la Convention de Minamata (annexe I) ;
 - b) De fournir des orientations concernant le fonctionnement du Programme (annexe I), notamment concernant la portée, les conditions d'octroi des ressources, le fonctionnement et les ressources ;
 - c) Que, s'agissant de la durée (annexe I), le Programme serait ouvert aux contributions volontaires et aux demandes d'aide pour une période de 10 ans à compter de la date de création de son fonds d'affectation spéciale (la Conférence des Parties peut néanmoins décider de prolonger cette période, sans toutefois dépasser sept ans supplémentaires, compte tenu du processus d'examen décrit au paragraphe 11 de l'article 13) ; et
 - d) Du mandat du Programme (annexe II), notamment en ce qui concerne :
 - Le Conseil d'administration du Programme,
 - Les procédures de présélection, d'évaluation et d'approbation des projets,
 - L'appui administratif au Programme,
 - Les résultats attendus, et
 - Les comptes et la vérification des comptes.
4. À sa deuxième réunion, en novembre 2018, la Conférence des Parties a confirmé que seuls les États parties pouvaient prétendre à un appui du Programme et que les membres du Conseil d'administration devaient être nommés par les Parties (UNEP/MC/COP.2/19, paragraphe 103 et annexe II contenant la décision MC-1/16 telle que finalisée par la Conférence des Parties à sa deuxième réunion).

2. Opérationnalisation du Programme international spécifique

5. Comme demandé par la Conférence des Parties dans sa décision MC-1/6, le Directeur exécutif du PNUE a créé le Fonds d'affectation spéciale particulier destiné à recevoir les contributions volontaires pour le Programme durant une période de 10 ans. Le Fonds d'affectation spéciale est opérationnel à compter du 1^{er} janvier 2018 (UNEP/MC/COP.2/9, Rapport global sur le Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique, et UNEP/MC/COP.2/18, Informations actualisées sur le programme de travail et le budget pour l'exercice biennal 2018-2019).

6. Le Conseil d'administration du Programme international spécifique a été créé au début de l'année 2018 et s'est réuni pour la première fois en mai 2018 (UNEP/MC/SIP.GB.1/6, Rapport de la première réunion du Conseil d'administration¹⁸). Le Conseil d'administration a adopté son règlement intérieur à sa première réunion et présenté le règlement intérieur ainsi adopté à la deuxième réunion de la Conférence des Parties.

7. À la suite de la première réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle les critères d'évaluation des demandes ont été convenus, le secrétariat a finalisé les formulaires de demande et les directives relatives à la présentation de projets. Le premier cycle de dépôt de demandes a ensuite été ouvert du 5 juin 2018 au 31 août 2018. À la clôture de la période, 19 demandes avaient été reçues par le secrétariat. À sa deuxième réunion, en octobre 2018, le Conseil d'administration a approuvé le financement de cinq projets¹⁹ sur la base des orientations de la Conférence des Parties, des évaluations réalisées par le secrétariat et des contributions reçues par le Fonds d'affectation spéciale particulier au moment de la réunion (UNEP/MC/SIP.GB.3/2, Rapport de la deuxième réunion du Conseil d'administration²⁰).

8. Après un examen des informations relatives au premier cycle fournies en retour par les Parties et des enseignements acquis ainsi que des observations du Conseil d'administration et du secrétariat à sa troisième réunion (février 2019²¹), le secrétariat a finalisé la version révisée des formulaires de demande et des directives relatives à la présentation de projets. Le deuxième cycle de dépôt de demandes a ensuite été ouvert du 5 mars au 14 juin 2019. À la clôture de la période, 20 demandes avaient été reçues par le secrétariat. Le Conseil d'administration devrait se réunir en septembre 2019 pour prendre des décisions concernant ces demandes, sur la base des orientations de la Conférence des Parties, des évaluations réalisées par le secrétariat et des contributions reçues par le Fonds d'affectation spéciale particulier jusqu'à la date de la réunion.

9. À la suite de l'approbation des cinq projets pour le premier cycle (2018), le secrétariat a entamé, au cours du dernier trimestre de 2018, les travaux administratifs et programmatiques de finalisation du plan de mise en œuvre concernant ces projets en collaboration avec les gouvernements concernés. Après la finalisation du plan de mise en œuvre en collaboration avec les gouvernements concernés, le secrétariat a établi les accords juridiques pour signature par les gouvernements et le PNUE, représenté par le secrétariat de la Convention de Minamata, afin que le décaissement des fonds puisse commencer. Au 9 août 2019, quatre accords juridiques avaient été conclus et le décaissement des fonds avait commencé pour ces quatre projets. Un accord juridique est en cours de signature. Pour chacun des projets, des résumés de deux pages ont été élaborés à des fins de partage et de communication des informations²². La durée de la mise en œuvre des projets est de trois ans maximum. Le secrétariat est responsable du décaissement des fonds sous réserve du respect du calendrier convenu pour l'établissement des rapports, du suivi global des progrès des projets devant faire l'objet de rapports à l'intention du Conseil d'administration ainsi que de l'établissement de rapports finals et de la clôture des projets à la fin du cycle des projets.

3. Niveau de financement

10. Pour le premier cycle (2018), 1 281 448 dollars ont été reçus de l'Allemagne, de l'Autriche, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

11. Pour le deuxième cycle (2019), 2 414 413 dollars ont été annoncés et/ou versés au 31 juillet 2019. Les donateurs sont l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

12. Le montant annoncé et versé pour le deuxième cycle (2019) est près du double du montant qui était disponible pour le premier cycle, ce qui indique une confiance élevée des donateurs dans le Programme.

¹⁸ http://www.mercuryconvention.org/Portals/11/documents/SIP/SIP.1_6Report.pdf

¹⁹ Ventilation par région : Afrique : Bénin et Lesotho ; Asie-Pacifique : Iran ; Europe centrale et orientale : Arménie ; Amérique latine et Caraïbes : Argentine.

²⁰ http://www.mercuryconvention.org/Portals/11/documents/SIP/SIP.GB.3.2_Report_Second_Meeting.pdf

²¹ UNEP/MC/COP.3/10/Add.1, annexe I, Rapport de la troisième réunion du Conseil d'administration.

²² <http://www.mercuryconvention.org/Miseenoeuvre/ProgrammeInternationalSpecifique/tabid/6335/language/fr-CH/Default.aspx>

13. En plus des subventions octroyées aux gouvernements dont le projet a été retenu, les dépenses liées au fonctionnement du Programme international spécifique, y compris le coût de réunions, doivent également être financées au moyen de contributions volontaires reçues pour le Programme par le Fonds d'affectation spéciale particulier (décision MC-1/6, annexe II).

14. Il convient également de noter que, malgré l'augmentation importante des ressources disponibles dans le Fonds d'affectation spéciale particulier pour le deuxième cycle, les ressources disponibles pour chaque cycle ne représentaient que la moitié du montant des demandes reçues. Pour le deuxième cycle, le montant total des vingt demandes reçues s'élève à 4 284 393 dollars.

15. Conformément aux orientations fournies (décision MC-1/6, annexe I), les ressources pour le Programme englobent les contributions de ressources en espèces, en nature et en connaissances spécialisées. Ces contributions devraient être encouragées auprès de nombreuses sources, notamment l'ensemble des Parties à la Convention de Minamata ayant les moyens d'apporter une contribution, ainsi que d'autres parties prenantes concernées, notamment les gouvernements, le secteur privé, les fondations, les organisations non gouvernementales, les organisations intergouvernementales, les universités et d'autres types d'acteurs de la société civile. De plus, une stratégie de mobilisation de ressources aux fins du Programme devrait être élaborée par le secrétariat, en consultation avec le Conseil d'administration, en vue d'atteindre l'objectif de la Convention et d'attirer un large éventail de donateurs. Le secrétariat a élaboré un document intitulé « Elements for a Resource Mobilization Strategy for the Specific International Programme » (« Éléments pour une stratégie de mobilisation de ressources aux fins du Programme international spécifique »), afin que le Conseil d'administration l'examine à sa première réunion (mai 2018). Le Conseil d'administration a longuement débattu de cette question à l'occasion de ses première, deuxième et troisième réunions (voir les différents rapports). À de multiples occasions et à nouveau lors de sa troisième réunion, le Conseil d'administration a réitéré ses remerciements aux donateurs pour leurs contributions au Programme international spécifique. Tout en reconnaissant que le Programme était limité dans le temps (voir l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessus), le Conseil d'administration a conclu :

- a) Qu'il était important d'adopter des approches réalistes et par étapes pour la mobilisation de ressources aux fins du Programme ;
- b) Qu'il était impératif de montrer aux donateurs la valeur de leur investissement dans le Programme, de conserver leur appui et d'encourager de nouveaux donateurs à devenir contributeurs ;
- c) Qu'il existait six sources auprès desquelles les pays en développement pouvaient se procurer un appui pour la mise en œuvre²³, et
- d) Qu'à court terme, le secrétariat devait se concentrer sur quelques voies d'action concrètes pour appuyer la mobilisation de ressources par le biais d'une communication stratégique.

4. Orientations fournies par la Conférence des Parties

16. Les orientations fournies par la Conférence des Parties sur la portée, les conditions d'octroi des ressources, le fonctionnement et les ressources (décision MC-1/6, annexe I) sont claires et utiles.

17. Le Conseil d'administration supervise le fonctionnement du Programme international spécifique et met en œuvre les orientations reçues. Les orientations et le mandat fournis par la Conférence des Parties ont été intégrés dans le règlement intérieur qui a été adopté par le Conseil d'administration, ainsi que les critères d'évaluation convenus et un cadre pour la prise de décisions. Le Conseil d'administration veille à ce que le Programme soit impulsé par les pays, assure une certaine complémentarité et évite les doubles emplois avec d'autres arrangements existants dans le cadre des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, mette à profit les enseignements tirés et tienne compte de la méthode intégrée de financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, en ce qu'elle présente un intérêt pour la mise en œuvre de la Convention.

²³ Les six sources sont : i) le FEM ; ii) le Programme international spécifique de la Convention de Minamata ; iii) le Programme spécial d'appui au renforcement des institutions nationales aux fins de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, de la Convention de Stockholm, de la Convention de Minamata et de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques ; iv) les activités du secrétariat de la Convention de Minamata visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique ; v) le Partenariat mondial sur le mercure ; et vi) les activités d'appui bilatéral direct à la mise en œuvre.

18. Le Conseil d'administration et le secrétariat se sont attachés, en particulier, à éviter les doubles emplois et les chevauchements avec d'autres arrangements existants. Des représentants du FEM et du Programme spécial d'appui au renforcement des institutions ont contribué aux évaluations des demandes des premier et deuxième cycles, afin d'assurer une certaine complémentarité des projets et d'éviter le chevauchement des financements. À l'invitation du Conseil d'administration, ils ont également participé à la deuxième réunion en qualité d'observateurs.

19. Le Conseil d'administration et le secrétariat se sont également attachés à rassembler, dans le cadre de l'évaluation technique et programmatique des demandes, les compétences requises au sein du secrétariat de la Convention de Minamata et auprès d'organisations gouvernementales internationales concernées. Des représentants du FEM (en 2018 et 2019), du Programme spécial d'appui au renforcement des institutions (en 2018 et 2019) et du Partenariat mondial sur le mercure (en 2019) ont été consultés sur leurs connaissances techniques et autres en rapport avec l'évaluation des demandes.

5. Efficacité du Programme et sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition, et enseignements tirés

20. Conformément à la décision MC-1/6, les résultats attendus du Programme international spécifique sont définis comme suit : *l'appui apporté aux fins du renforcement des capacités et de l'assistance technique par le Programme international spécifique devrait améliorer la capacité des Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à mettre en œuvre leurs obligations conventionnelles.*

21. Il convient de noter que, dans la mesure où les dispositions en matière d'accueil, les orientations relatives au fonctionnement et à la durée ainsi que le mandat du Programme n'ont été adoptés qu'à la première réunion de la Conférence des Parties en septembre 2017 (décision MC-1/6), et malgré l'opérationnalisation rapide entreprise après cette décision par le Conseil d'administration et le secrétariat (voir ci-dessus), le Programme est opérationnel depuis seulement 18 mois. Le Programme a clos le premier cycle de dépôt de demandes en 2018 et clôturera le deuxième en septembre 2019. La mise en œuvre de quatre des cinq projets approuvés dans le cadre du premier cycle a commencé au cours du deuxième trimestre de 2019 (la mise en œuvre du cinquième projet devant débiter à la signature de l'accord juridique). La durée des projets approuvés est d'environ trois ans et les rapports finals des projets du premier cycle ne sont attendus qu'à la clôture des comptes définitifs. Le Conseil d'administration a, en conséquence, conclu qu'à ce stade, il était prématuré d'évaluer l'efficacité du Programme ou sa capacité à répondre aux besoins en évolution des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition seulement sur la base de 18 mois de fonctionnement, au-delà des informations factuelles figurant dans la présente note et ses annexes.

22. À des fins d'information, deux diagrammes sont fournis dans l'annexe I de la présente note concernant les demandes reçues pour le premier cycle (2018), et deux autres diagrammes dans l'annexe II concernant les demandes reçues pour le deuxième cycle (2019). Des informations supplémentaires sont contenues dans le document UNEP/MC/COP3/10 (Rapport global sur le Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique) et le document UNEP/MC/COP.3/10/Add.1 (Rapport de la troisième réunion du Conseil d'administration du Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l'assistance technique).

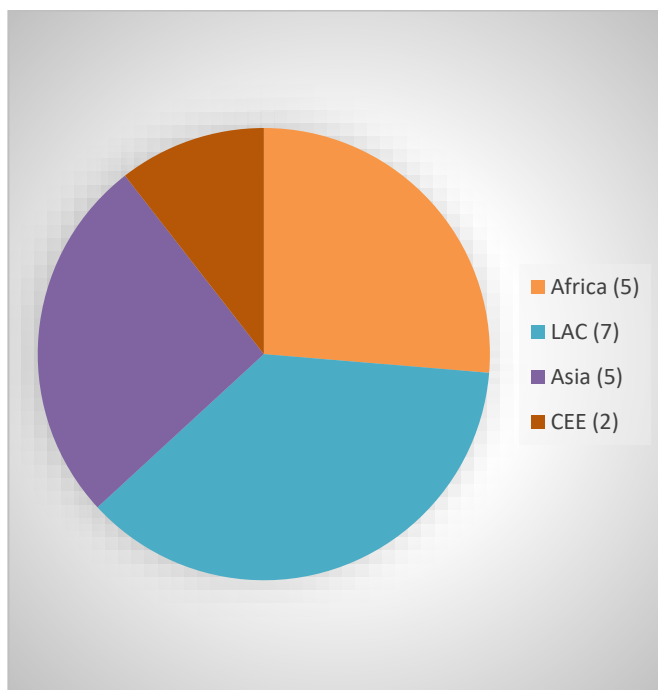
23. Concernant l'efficacité du Programme, ses 18 mois de fonctionnement ont permis de constater la nécessité de disposer d'un effectif de secrétariat adéquat permettant d'appuyer les travaux du Conseil d'administration et de fournir la gamme complète des services de secrétariat nécessaires au fonctionnement du Programme, notamment dans les domaines suivants :

- i) Gestion des cycles de dépôt des demandes,
- ii) Présélection et évaluation des demandes,
- iii) Mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration,
- iv) Finalisation des plans de mise en œuvre des projets en collaboration avec les gouvernements dont le projet a été retenu,

- v) Suivi des responsabilités en matière de gestion pour chacun des projets (gestion des fonds, conclusion d'accords juridiques, décaissement périodique des fonds, surveillance périodique des projets, établissement de rapports périodiques et finals, clôture des projets, communication sur les projets, établissement de rapports à l'intention des donateurs).

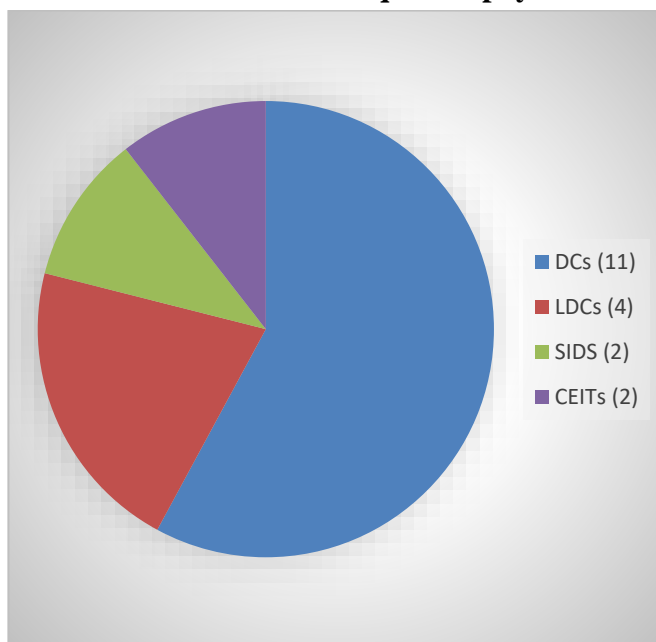
Appendice I Premier cycle (2018)

Demandes reçues dans le cadre du premier cycle de dépôt de demandes, par région



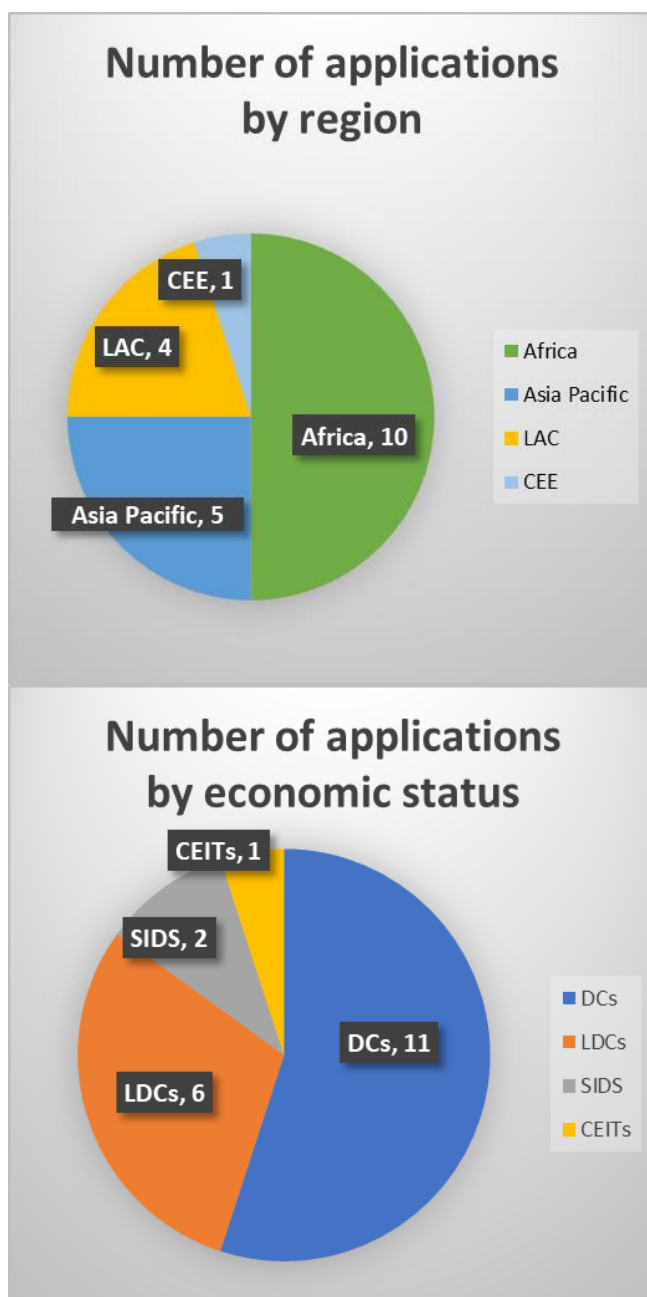
| | |
|------------|--------------------------------------|
| Africa (5) | ■ Afrique (5) |
| LAC (7) | ■ Amérique latine et Caraïbes (7) |
| Asia (5) | ■ Asie (5) |
| CEE (2) | ■ Europe centrale et occidentale (2) |

Demandes reçues dans le cadre du premier cycle de dépôt de demandes, en fonction du statut économique des pays



| | |
|-----------|--|
| DCs (11) | ■ Pays développés (11) |
| LDCs (4) | ■ Pays les moins avancés (4) |
| SIDS (2) | ■ Petits États insulaires en développement (2) |
| CEITs (2) | ■ Pays à économie en transition (2) |

Appendice II Deuxième cycle (2019)



| Number of applications by region | Nombre de demandes par région |
|----------------------------------|--------------------------------------|
| Africa (10) | ■ Afrique (10) |
| Asia Pacific (5) | ■ Asie-Pacifique (5) |
| LAC (4) | ■ Amérique latine et Caraïbes (4) |
| CEE (1) | ■ Europe centrale et occidentale (1) |

| Number of applications by economic status | Nombre de demandes en fonction du statut économique |
|--|--|
| DCs (11) | ■ Pays développés (11) |
| LDCs (6) | ■ Pays les moins avancés (6) |
| SIDS (2) | ■ Petits États insulaires en développement (2) |
| CEITs (1) | ■ Pays à économie en transition (1) |